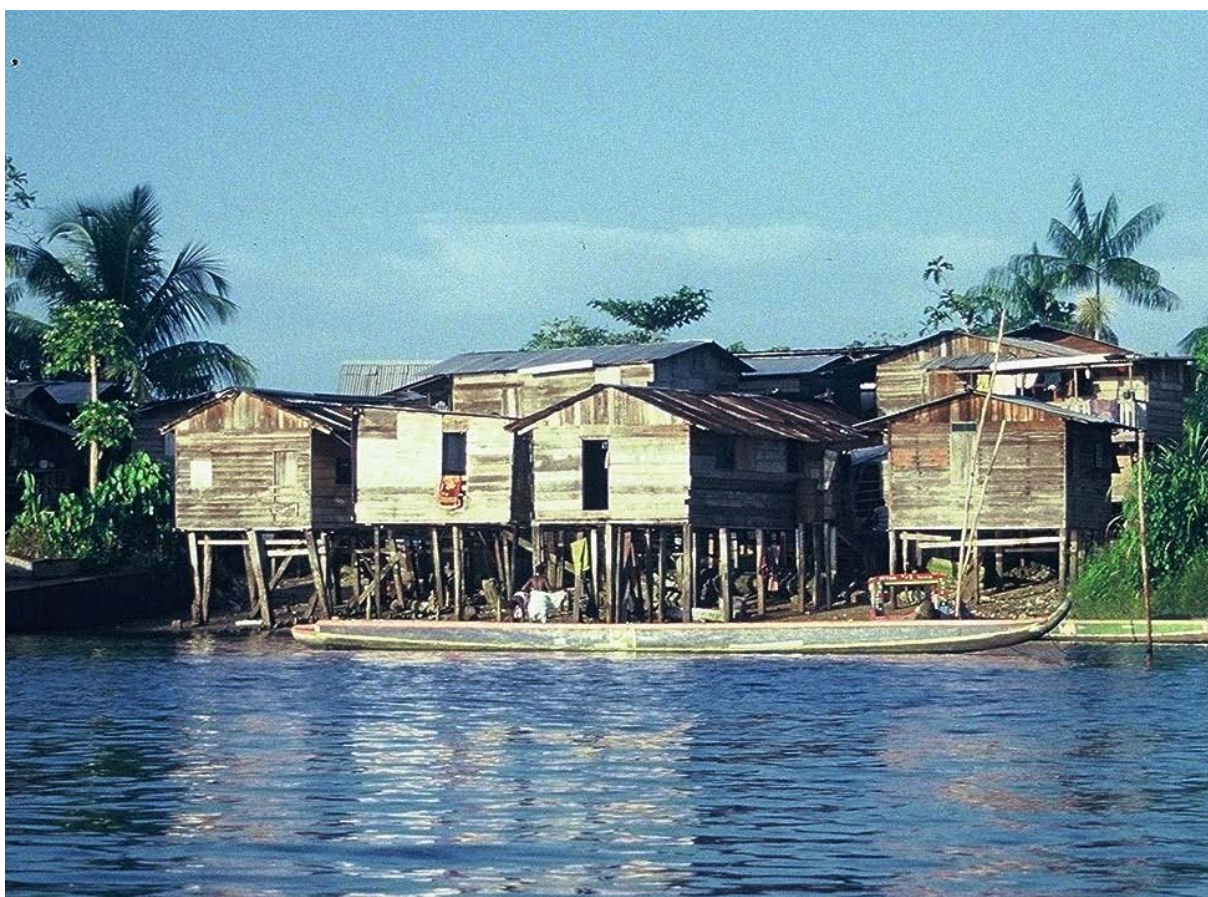


SAINT-LAURENT-DU-MARONI.

UNE PORTE SUR LE FLEUVE



(c) Jean-Pierre Wieczorek, 1985.

CLEMENCE LEOBAL

Ibis Rouge, Matoury, 2013.

<http://www.ibisrouge.fr/fr/livres/saint-laurent-du-maroni-une-porte-sur-le-fleuve>

SOMMAIRE

PREMIER CHAPITRE : DU SAINT-LAURENT PENITENTIAIRE A LA « COMMUNE DE PLEIN EXERCICE »

DEUXIEME CHAPITRE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET CROISSANCE URBAINE (1960-1980)

TROISIEME CHAPITRE : LA CONSTRUCTION DE LA CHARBONNIERE, UN NOUVEAU QUARTIER PLANIFIE PAR L'ETAT

QUATRIEME CHAPITRE : L'EVOLUTION URBAINE DE LA GUERRE SURINAMAISE A NOS JOURS

Remerciements

Ce livre a été élaboré dans le cadre d'un Volontariat Civil à l'Aide Technique réalisé au service patrimoine de la mairie de Saint-Laurent-du-Maroni entre 2009 et 2011. En 2009, la commune mettait en place un service chargé de la mise en œuvre du label Ville d'Art et d'Histoire, obtenu en 2007. Un des projets majeurs de ce service était la création d'un Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine au Camp de la Transportation. A mon arrivée en octobre 2009, j'ai été chargée de recherches devant alimenter la future exposition sur l'histoire de la ville. Ma mission concernait plus particulièrement un pan d'histoire sur lequel le service disposait de peu d'informations : l'histoire de la commune après la fin du bagne, et notamment le développement des nouveaux quartiers à l'extérieur du centre-ville.

Je remercie vivement la mairie de Saint-Laurent-du-Maroni et toute l'équipe du service patrimoine d'alors : Marie Bourdeau, Joyce Sabajo, Akaiwapin Feith, Etienne Assiti, Monique Deel et les stagiaires qui m'ont accompagnée sur le terrain, notamment Louise Bossou. Ce travail n'aurait pas pu voir le jour sans la collaboration de tous les habitants anciens et actuels de Saint-Laurent-du-Maroni qui ont accepté de me raconter leur expérience de la ville. En particulier, je remercie Abollo Awasai d'avoir partagé avec moi son insatiable curiosité sur l'histoire de sa ville. L'enthousiasme de l'équipe bénévole de collecte de témoignages du service patrimoine a également nourri mon travail et ouvert de nombreuses perspectives, sous la houlette de Rosette Ho-Sack-Wa et de Cécile Alfred, et avec la précieuse collaboration de Daniel Kayamaré, Claude Wayakalin, Sandrine Bantifo et beaucoup d'autres. Merci à Edouard Royer d'avoir infatigablement joué son rôle de grand témoin de la ville, et à Gilbert Sainte-Luce pour son soutien radiophonique sur RLM 100. Je remercie également Jacques Maurice qui m'a ouvert une porte sur ce monde à part de l'Équipement dans l'Outre-Mer, Jean-Pierre Wiczorek pour ses riches témoignage et archives personnelles, ainsi que l'équipe de la subdivision de la Direction départementale de l'équipement de Saint-Laurent-du-Maroni, qui m'a chaleureusement permis de consulter ses archives. L'Evêché de Cayenne m'a également ouvert ses archives, et les Sœurs franciscaines, notamment Sœur Paulette et Sœur Gerda, m'ont aidée à retrouver certains ouvrages, et même à les faire traduire du hollandais. Je remercie également l'association Mama Bobi, le Centre de Ressources de la Politique de la Ville de Cayenne, et l'ancienne Agence régionale d'urbanisme et d'aménagement de la Guyane (actuelle AUDeG) de m'avoir donné accès à de précieux documents.

Les nombreux conseils et remarques des chercheurs Diane Vernon, Katia Kukawka, Richard Price, Jean Moomou, Anne Hublin, Martijn Van Den Bel, Marie-Pascale Mallaé, Damien Davy, Marine Coquet, Gérard Collomb, Stéphanie Guyon, Benoît de l'Estoile, Catherine Benoit et surtout Frédéric Piantoni m'ont été d'une aide précieuse pour rédiger cet ouvrage, même si je reste seule responsable des éventuelles erreurs qu'il peut contenir. Un grand merci à Guillaume Awasai pour les traductions d'entretiens, et à Louis-François Pilard, Anais Gril, Louise Champigneulle, Thomas Fronteau, Didier Urbain, Delphine Léobal, Julia Léobal ainsi qu'à mes parents pour leur relecture attentive et inestimable.

SIGLES

ADUAG : Agence départementale d'urbanisme et d'aménagement de la Guyane, puis
ARUAG, Agence régionale d'urbanisme et d'aménagement de la Guyane, et aujourd'hui
AUDeG : Agence d'urbanisme et de développement de la Guyane

AMI : Aide médicale internationale

BAFOG : Bureau agricole et forestier guyanais

BIPIG : Bureau pour l'installation des personnes immigrées en Guyane

DDE : Direction départementale de l'équipement

DOM-TOM : Départements d'Outre-Mer et Territoires d'Outre-Mer

FAU : Fonds d'aménagement urbain

FSU : Fonds social urbain (remplace le FAU en 1984)

GRAP : Groupe de recherche en aménagement et programmation (cabinet privé)

HCR : Haut comité aux réfugiés

LTS : Logements très sociaux

MOUS : Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale

ONF : Office national des forêts

ONU : Organisation des nations unies

PPDS : Personnes provisoirement déplacées du Surinam

POS : Plan d'occupation des sols

UTG : Union des travailleurs guyanais

RHI : Résorption de l'habitat insalubre

ZZG : Zeister Zendingsgenootschap

ZDUC : Zone de droits d'usages collectifs

GLOSSAIRE

Aurifère : Qui est lié à l'or

Bardeau : Tuile en bois. A Saint-Laurent-du-Maroni, une « maison-bardeau » désigne les premières maisons construites à la Charbonnière, à couverture en bardeaux.

Crique : Terme guyanais désignant une rivière

Dégrad : Terme guyanais désignant un embarcadère

Départementalisation : Terme désignant le passage de la Guyane et d'autres territoires (Martinique, Guadeloupe, Réunion) du statut de colonie à celui de département français d'Outre-mer en 1946.

Faaka tiki : Autel des ancêtres marron

Francisation : Terme (au départ péjoratif, pour l'anthropologue Jean Hurault) désignant le processus par lequel la préfecture de Guyane décide de permettre l'obtention de la nationalité et de la citoyenneté françaises aux amérindiens et marrons nés sur le territoire, en produisant des jugements déclaratifs de naissance à leur égard, à partir de 1964.

Home indien : Internats réservés aux amérindiens, créés dans les principaux bourgs de Guyane ; ces homes étaient gérés par des religieux, et soutenus par la préfecture au moment de la départementalisation de la Guyane.

Kampu : Village marron de pérennité et de taille diverses, allant de l'exploitation d'un abattis par une famille, à des villages plus étendu. A l'opposé du konde, le kampu n'est pas rattaché à un clan.

Konde : Village marron rattaché à un clan, comportant un autel des ancêtres, une maison des morts et une maison de réunion. Les konde sont des villages pérennes et fixes, situés dans les territoires coutumiers marrons.

Taki-Taki : Terme péjoratif renvoyant à un ensemble de langues parlées au Surinam et dans la région du Maroni, qui inclut le créole surinamien (sranan tongo), mais aussi les différentes langues marronnes (notamment Bushinenge tongo et Saamaka).

INTRODUCTION

Saint-Laurent-du-Maroni est aujourd'hui la seconde ville de Guyane, au taux de croissance démographique record de 5,1% par an¹. Elle compte environ 45 000 habitants, d'après les estimations de la municipalité en 2012. Selon les prévisions, la « capitale de l'Ouest », comme on l'appelle en Guyane, devrait devenir la commune la plus peuplée du département à l'horizon 2020². Pourquoi la ville de Saint-Laurent-du-Maroni a-t-elle le visage que nous lui connaissons aujourd'hui? Comment la petite enclave pénitentiaire de l'époque du bagne est-elle devenue une ville d'Outre-mer en plein développement, dont le peuplement a été effectué depuis tous les continents?

Le lecteur ne sera pas surpris de la place réduite accordée ici à l'histoire du bagne. Ce passé est certes fondamental pour comprendre la naissance de la commune de Saint-Laurent-du-Maroni, qui fut la capitale du bagne, comme je le rappellerai en introduction. Pour plus de détail, cependant, on peut se reporter aux ouvrages de référence déjà produits sur ce sujet, à commencer par celui de Marie-Pascale Malle, qui porte spécifiquement sur la commune³. Toutefois, la question qui m'occupe ici est autre. Il s'agit de comprendre l'histoire récente de la ville, dans toute sa complexité. Ainsi, on ne sait pas assez que « Soolan », comme on l'appelle en *nenge tongo*, est aujourd'hui la seule ville majoritairement peuplée de marrons, dans tout le plateau des Guyanes.

Les différents départements et territoires d'Outre-mer ont en commun de ne pas avoir connu de processus de décolonisation, et d'être ainsi restés français, faisant figure de « miettes d'Empire ». Après la désintégration de l'Empire colonial français, ces espaces ont toutefois connu des destinées très divergentes. Par sa localisation sur le continent sud-américain, la Guyane se trouve dans une situation très différente de celle des autres DOM-TOM. Ce vaste territoire connaît une forte immigration. Située à la frontière surinamaïse, la ville de Saint-Laurent-du-Maroni se trouve à la périphérie de la Guyane, loin de Cayenne : du point de vue métropolitain, elle est à la marge de la marge. Je propose de renverser cette perspective en étudiant l'histoire de cette ville à travers la vision qu'en ont ses habitants.

Cet ouvrage s'appuie non seulement sur les documents existants sur l'histoire de la ville, mais aussi sur de nombreux entretiens avec les habitants : une collecte de témoignages a

¹ Selon les données INSEE, la population légale est passée de 19211 habitants en 1999 à 37755 en 2009, soit un taux annuel de 5,1%.

² http://www.cr-guyane.fr/ressources/File/2012/aout-spet-oct/Scoran_Sdan.pdf, consulté le 27 janvier 2013

³ Entre autres, DONET-VINCENT 2003, GODFROY 2008, PIERRE 2000, SANCHEZ 2009 et enfin MALLE 2009.

été réalisée avec l'aide de mes collègues du service patrimoine et d'habitants bénévoles (voir liste en fin d'ouvrage). Le choix des témoins s'est fait de manière progressive, au fil des témoins rencontrés, en suivant leurs recommandations. L'histoire orale est irremplaçable dans un contexte où l'histoire de nombreux quartiers et villages ne s'écrit pas, car ils sont créés par des groupes de culture orale. Par ailleurs, les archives écrites sont difficilement accessibles, et souvent non classées, ce qui rend les témoignages d'autant plus précieux.

J'ai néanmoins pu explorer différents fonds d'archives sur l'histoire de la ville. Les archives communales contemporaines n'étant pas classées à ce jour, il m'a fallu trouver des sources dans d'autres administrations : les archives de la subdivision de la Direction Départementale de l'Équipement de Saint-Laurent du Maroni ont été rangées au début des années 2000, et constituent un fonds précieux sur tous les travaux entrepris dans la ville jusque dans les années 1990. J'ai également consulté les archives de la sous-préfecture de Saint-Laurent du Maroni, et notamment les documents du territoire de l'Inini : ce découpage territorial créé en 1930 faisait de l'intérieur de la Guyane un territoire administré séparément. Des politiques à l'égard des populations primitives sont alors ébauchées. Les archives des années 1930 se situent aux Archives Départementales à Cayenne. Les archives datant d'après la décolonisation, qui comportent notamment les archives du service des populations primitives, n'étaient pas consultables à Cayenne. Après un an de recherches vaines, j'ai appris qu'elles se trouvaient dans un hangar de la sous-préfecture de Saint-Laurent du Maroni, devant lequel je me garai chaque matin. Ce fonds n'étant pas classé, j'ai eu la chance d'y trouver deux boîtes du service des populations primitives. Ces précieuses archives permettent de mesurer l'évolution du regard administratif sur les marrons. Enfin, ces différentes sources sont également complétées par des archives privées d'architectes et urbanistes liés aux projets urbains, notamment l'architecte de la Charbonnière, Jean-Pierre Wieczorek.

L'histoire de Saint-Laurent est celle d'un peuplement récent et spectaculaire, puisque la population est passée de 3 000 habitants en 1949 à plus de 40 000 en 2012⁴. Cette histoire est transfrontalière, le fleuve Maroni constituant la frontière entre la Guyane française et le Surinam. Le bassin du plus grand fleuve guyanais est peuplé par des populations diverses et nombreuses, dont l'appartenance à l'État français ou surinamais ne va pas toujours de soi, en l'absence d'état civil jusqu'à une date récente. Les Saint-Laurentais sont pour la plupart issus d'un exode rural relativement récent, en provenance des différentes régions du bassin du

⁴ La population légale recensée s'élève 37775 personnes en 2009, mais est probablement bien supérieure, étant donnée la présence d'habitants sans titre de séjour.

Maroni, qu'il s'agisse de la rive française ou surinamaïse. Cette histoire est enfin aussi une histoire mondiale, puisque des migrants de tous les continents ont contribué à alimenter la population saint-laurentaise. Ainsi, l'évolution unique du peuplement de la ville de Saint-Laurent-du-Maroni fait de cette ville moyenne française un cas largement exceptionnel.

Pour la métropolitaine que je suis, cette étude suppose un changement de point de vue. Lorsqu'on arrive à Saint-Laurent-du-Maroni en venant de métropole, comme je l'ai fait en 2009, on imagine qu'une fois parvenu au bout de la Route Nationale 1 venant de Cayenne, on se trouve « au bout du monde ». Il m'a fallu un peu de temps et quelques rencontres pour réaliser que Saint-Laurent-du-Maroni est tout sauf le « bout du monde ». Au contraire, la ville est un carrefour entre la voie fluviale qui permet d'accéder aux régions en amont du fleuve, et la route qui longe le littoral jusqu'à Paramaribo. Elle est située au cœur de l'estuaire du Maroni, région qui se compose de nombreux villages de part et d'autre du fleuve, en échange permanent. Il faut donc adopter une perspective plus large, et étendre l'analyse à l'ensemble du bassin du Maroni, considéré comme un tout.

Le changement de point de vue est également nécessaire en ce qui concerne notre appréhension du passé. Il importe de replacer l'histoire de la commune dans un temps beaucoup plus long, qui n'est pas celui de la colonisation française, mais celui du peuplement du bassin fluvial par les amérindiens, puis les marrons fuyant les plantations du Surinam, avant toute entreprise d'occupation européenne du bassin du Maroni. Ce dernier est en effet longtemps resté à l'écart des tentatives de mise en valeur coloniale. Habité par des groupes amérindiens, il est devenu un espace de refuge pour les marrons, descendants d'esclaves ayant fui les plantations du Surinam. Il peut ainsi être considéré comme un lieu de résistances à l'appropriation coloniale, comme le souligne le géographe Frédéric Piantoni (2009 : 147) :

« Jamais totalement français en raison de dynamiques de peuplement externes à la colonie, mais jamais totalement surinamais puisque construit dans l'opposition à la société esclavagiste, le fleuve est un espace marginal aux deux systèmes coloniaux. »

Au XIX^e siècle, l'estuaire est peuplé d'amérindiens Kali'na et Lokono. Plus en amont du fleuve, les marrons ont établi leurs territoires respectifs : les Paamaka, les Ndjuka et les Aluku. Les amérindiens Wayana, Teko, Tilio se sont repliés sur les affluents les plus en amont. L'Ouest guyanais est alors peu intégré à la colonie, mis à part le site d'implantation de la congrégation St Joseph de Cluny à Mana, créé en 1830.

Les catégories employées

Les termes par lesquels on désigne les différents groupes culturels et linguistiques sont importants, car très connotés. J'ai cherché à privilégier l'autodénomination des groupes, et l'orthographe la plus conforme à cette autodénomination. Ainsi, je parle de « Saamaka » et de « Paamaka », la lettre « r » n'existant pas dans les langues marronnes. J'emploie le terme d'« amérindien », à défaut d'un terme plus satisfaisant. La référence à l'Inde me semble inappropriée : le terme « indien » devrait selon moi être réservé aux descendants d'immigrés d'Inde, plutôt que la dénomination péjorative « coolie » (i.e. serviteur en hindi).

En outre, j'ai choisi ici le terme « marron », pour désigner l'ensemble des six groupes marrons : les Ndjuka, les Paamaka, les Aluku⁵, les Saamaka, les Matawai et les Kwinti. L'appellation ancienne « bosh », issue du hollandais « Boshneger » (nègre de la forêt) ne peut pas être employée pour désigner les marrons, car elle est péjorative. L'autodénomination « bushinenge » (personne de la forêt) est la plus fréquente dans le discours officiel de la commune. Elle renvoie toutefois à des réalités variables en fonction des locuteurs : « Bushinenge » est parfois employé au sens strict pour désigner les seuls locuteurs des langues *nenge* – aluku, ndjuka et paamaka, qui sont les trois groupes marrons du bassin du Maroni. Dans ce cas, « Bushinenge » exclut les Saamaka, Kwinti et Matawai qui sont originaires du bassin du fleuve Suriname, et parlent des langues proches du Saamaka, distincte des langues *nenge*. Ces derniers font pourtant partie intégrante de l'histoire des marrons à Saint-Laurent-du-Maroni. À l'inverse, ce même terme de « Bushinenge » ou « Bushikondesama » désigne dans d'autres contextes à la fois les marrons et les amérindiens, notamment dans les discours politiques surinamais. Le terme de « marron » semble donc moins porteur de malentendus pour désigner l'ensemble des six groupes marrons. J'emploie donc ici le terme « marron » comme nom ou comme adjectif qualificatif, tous deux dérivés du verbe « marronner », fuir de la plantation.

Enfin, le mot « créole » désigne à l'origine la descendance locale de toute espèce importée dans un contexte colonial : dans les colonies d'Amérique, il qualifie les colons nés sur place, ainsi que les populations d'origine africaine déportées dans le cadre de la Traite des Noirs. En Guyane, le groupe des colons blancs ayant disparu, on appelle « créoles » les descendants des Africains déportés puis libérés lors de l'abolition de l'esclavage. Ces groupes se sont métissés au fur et à mesure des apports migratoires d'Asie, d'Amérique ou d'Europe.

⁵ Les termes Aluku et Boni désignent le même groupe.

Carte II.5 : dynamique du peuplement du Maroni (18ème - 19ème siècles)

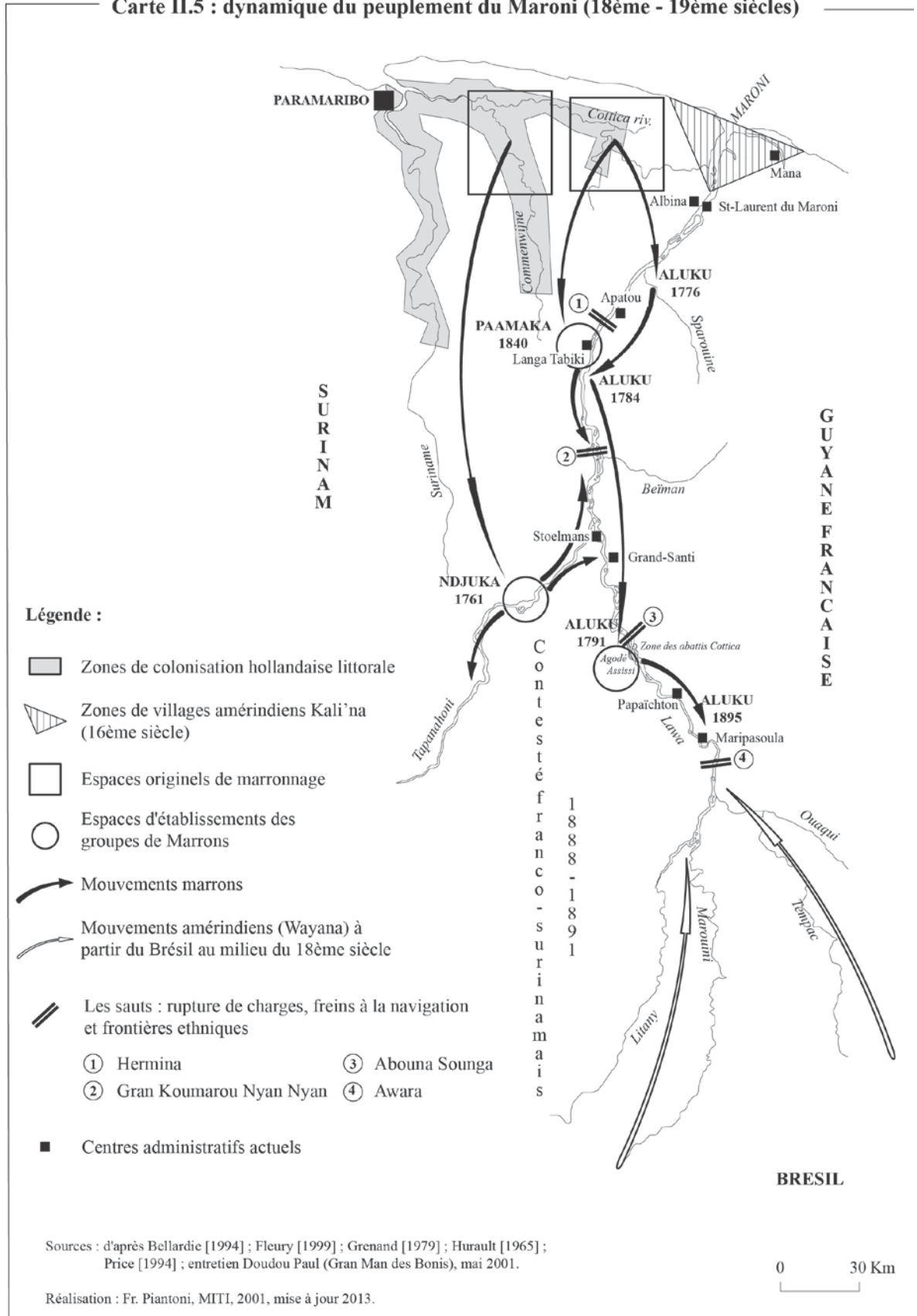
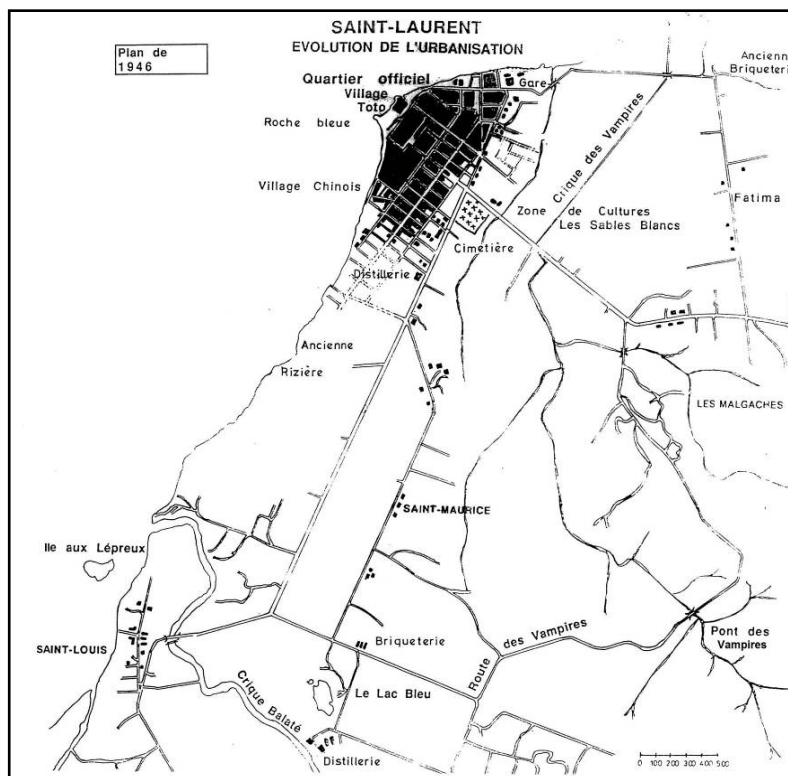
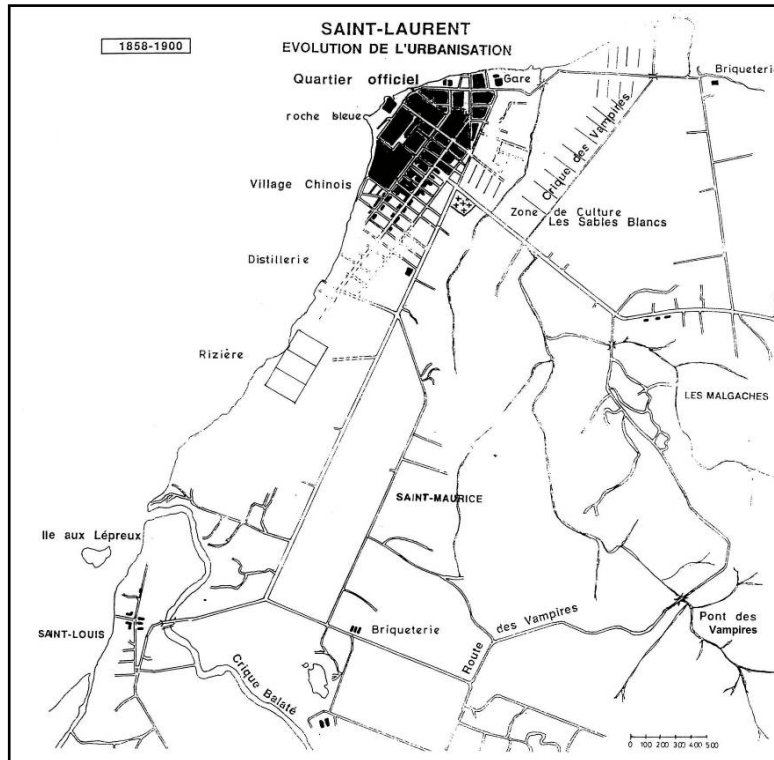


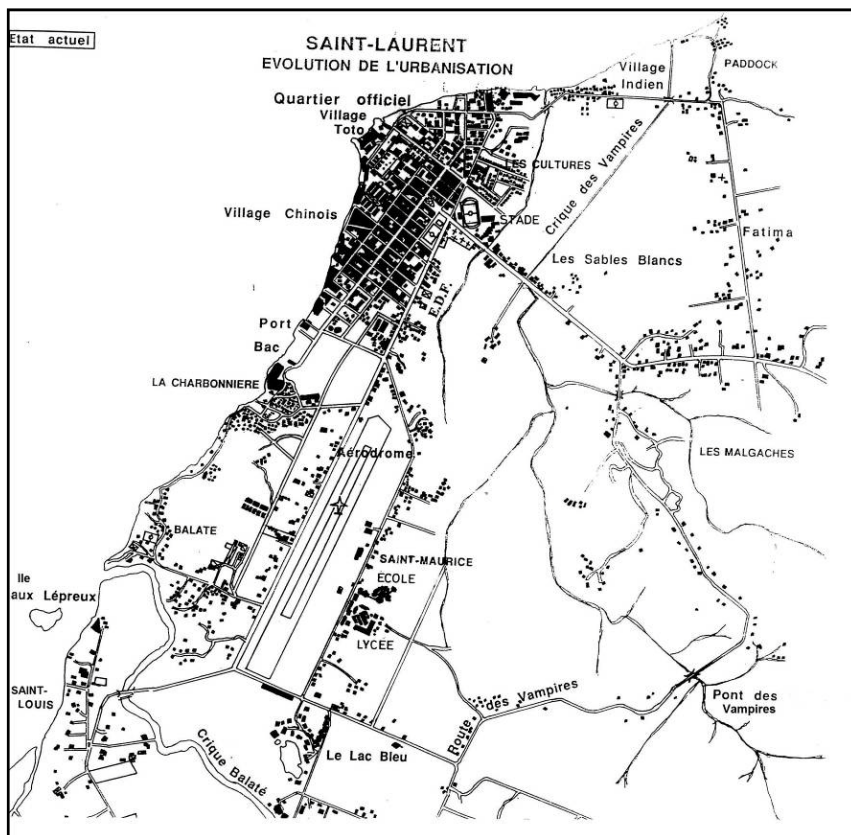
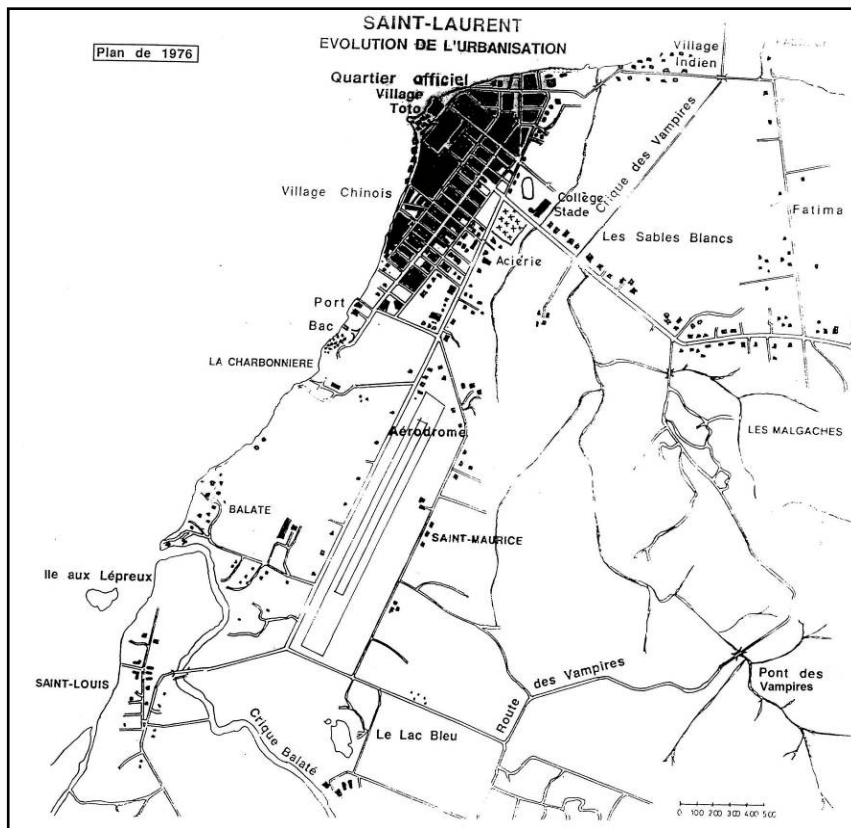
Figure 4 : Le Maroni, espace refuge pour les marrons, Frédéric Piantoni, Migrinter, 2002

C'est au milieu du XIX^e siècle que le fleuve Maroni est colonisé. Sur la rive hollandaise, une première implantation coloniale, Albina, est fondée en 1846 par l'Allemand Kappler à l'emplacement d'un ancien village amérindien (KAPPLER 1854). Côté français, le commandant Mélinon implante le 23 août 1857 une colonie agricole pénitentiaire sur la pointe Bonaparte, en face d'Albina. C'est ce lieu, alors très éloigné de Cayenne et accessible uniquement par la mer, que le gouvernement du Second Empire avait choisi dès 1854 pour implanter le bagne colonial. La colonie est baptisée Saint-Laurent-du-Maroni en 1858. Elle devient la capitale du bagne de Guyane, et devient « commune pénitentiaire » en 1880 – un cas unique en France. Après la découverte d'or sur le Haut-Maroni, une ruée aurifère engendre un mouvement de migration en provenance des Antilles dans les années 1880. Saint-Laurent-du-Maroni et Albina deviennent alors une porte vers le fleuve, et la prospérité des commerçants, pour beaucoup antillais, attire les populations amérindiennes et marronnes. La commune n'est donc pas une simple enclave alimentée par l'Administration Pénitentiaire : elle connaît aussi un développement commercial propre grâce à sa situation en aval du fleuve.

A partir des années 1930, le bagne ferme peu à peu ses portes, tandis que le commerce lié à l'orpaillage décline. La ville perd ses deux raisons principales d'exister et doit donc se reconvertir. C'est à partir de cette période que Saint-Laurent-du-Maroni attire des populations amérindiennes et marronnes, ainsi que des créoles du Maroni, chercheurs d'or reconvertis. Ces groupes d'immigrés, rejoints par d'autres en provenance d'Asie, d'Haïti, du Brésil ou encore du Surinam, donnent un nouvel essor à la construction de la ville, qui s'étend considérablement (voir les cartes ci-dessous). Cet ouvrage s'intéresse précisément à la période de transformations qu'a connue la ville de Saint-Laurent-du-Maroni à partir de la fermeture du bagne. Comment la ville de Saint-Laurent-du-Maroni, devenue « commune de plein exercice » en 1949, s'est-elle développée après la fin du bagne et le déclin de l'orpaillage ? Comment le renouvellement de sa population a-t-il permis à la ville de devenir la « capitale » de la région transfrontalière du Maroni, où se côtoient des groupes ethniques très divers ? A travers ce parcours historique, je voudrais démontrer que cette commune, habituellement perçue comme une juxtaposition de quartiers « ethniques » bien distincts, s'est en fait construite par le résultat d'interactions multiples et complexes entre les individus. L'existence de quartiers rattachés à un groupe ethnique en particulier a été largement construite par diverses interventions des autorités publiques sur la ville, à commencer par la création des « villages » amérindiens ou celle du « village » de la Charbonnière. D'autre part, elle n'empêche pas de nombreuses zones de contacts et sphères d'interactions entre les individus.

Figure 5: Evolution de la tache urbaine, ARUAG, 1990





Les travaux antérieurs

Jusqu'ici, aucune recherche n'avait été consacrée spécifiquement à l'histoire récente de la commune. Différents travaux ont nourri cette recherche, qui sont référencés dans la bibliographie : Frédéric Piantoni a écrit une thèse sur les migrations en Guyane : ses recherches sont entre autres consacrées au bassin du Maroni. Des travaux sur les différents groupes qui composent la population de la ville ont été réalisés, notamment en anthropologie. Concernant les marrons, Jean Hurault a été un des premiers à étudier les Aluku – il était géomètre de formation. Les anthropologues Richard et Sally Price ont étudié les sociétés marronnes et notamment les Saamaka. Diane Vernon a plus spécifiquement étudié les Ndjuka. Kenneth Bilby a travaillé sur les Aluku, notamment en tant que musicologue. Un chapitre de sa thèse de 1990 est consacré à la vie des Aluku avec les autres marrons sur le littoral dans les années 1980. Les linguistes Bettina Migge et Laurence Goury ont étudié les langues marronnes parlées sur le Maroni, appelées langues *nenge*. L'anthropologue Marie-José Jolivet est l'auteure d'une thèse sur la société créole, mais qui étudie également les populations du Maroni. Les créoles du Maroni sont plus spécifiquement le sujet d'un travail de Michèle-Baj Strobel : nous verrons que la population créole de Saint-Laurent est constituée de descendants d'orpailleurs. Concernant les amérindiens, Pierre et Françoise Grenand se penchent sur les groupes vivant plus à l'est de la Guyane, ce qui permet une comparaison avec la situation à l'Ouest. Gérard Collomb est spécialiste de l'histoire des Kali'na, tandis que la linguiste Marie-France Patte est spécialiste des Arawak, l'autre groupe amérindien présent dans l'estuaire du Maroni.

D'autres chercheurs en sciences sociales ont également produit des études sur ces terrains. Les historiens ont étudié les sociétés marronnes, comme Jean Moomou ou Tristan Bellardie pour les Aluku. Les sociologues Myriam Toulemonde-Niaussat et Catherine Réginensi ont étudié le commerce informel dans le Bas-Maroni. En sciences politiques, Stéphanie Guyon s'intéresse à l'intégration des populations amérindiennes et marronnes dans la politique municipale. Enfin, architectes et urbanistes se sont penchés sur la question de l'habitat à Saint-Laurent-du-Maroni, notamment l'urbaniste et sociologue Anne Hublin, auteure de nombreux travaux sur l'habitat précaire des marrons. Cet ouvrage se nourrit de l'apport de ces différentes disciplines pour aborder l'histoire récente de Saint-Laurent-du-Maroni.

Cet ouvrage se divise en quatre chapitres. Le premier retrace le passage progressif de la commune pénitentiaire à la commune de plein exercice, des années 1930 aux années 1950, qui correspond à un profond renouvellement de la population (chapitre 1). Par la suite, la ville connaît un fort développement économique et démographique (chapitre 2). A partir de la fin des années 1970, l'Etat commence à intervenir sur la ville et à créer de nouveaux quartiers, comme nous le verrons notamment à travers le cas de la Charbonnière (chapitre 3). Enfin, depuis la guerre civile du Surinam en 1986, une croissance démographique accrue transforme profondément le paysage urbain (chapitre 4).